

Étude : Tendances relatives au financement par emprunt des entreprises canadiennes : avant et pendant la pandémie de COVID-19, 2020

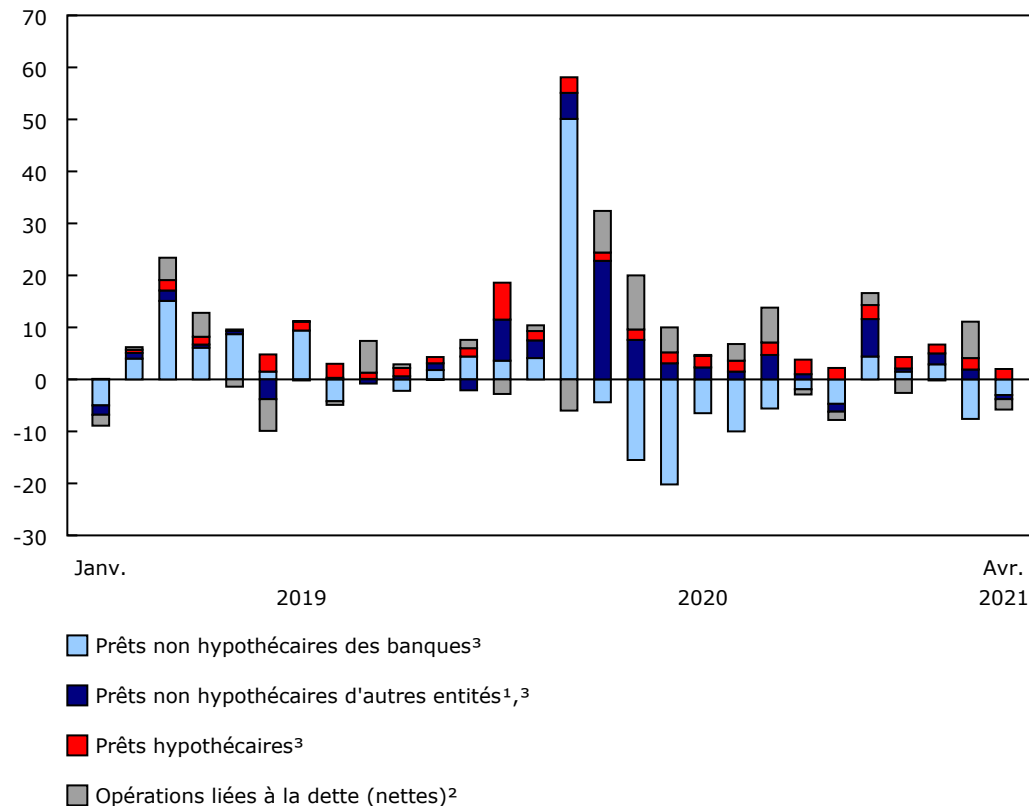
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans Le Quotidien, le lundi 26 juillet 2021

L'encours de la dette de crédit des sociétés privées non financières a doublé au cours de la période allant du sommet de la crise financière de 2008 au début de 2020. Au commencement de la pandémie en mars 2020, les entreprises ont ajouté une dette de crédit record de 52,1 milliards de dollars à leur bilan. Toutefois, selon une nouvelle étude, les soldes impayés des prêts contractés auprès des banques ont diminué pendant huit mois consécutifs étant donné que d'autres sources de financement devenaient disponibles et que les entreprises s'adaptaient à la pandémie.

L'étude intitulée « [Tendance relatives au financement par emprunt des entreprises canadiennes : avant et pendant la pandémie de COVID-19](#) » porte sur les différents types de dettes de crédit que les sociétés privées non financières ont contractées avant et pendant la pandémie de COVID-19 et permet d'examiner la façon dont elles ont utilisé ces liquidités pour passer à travers les turbulences économiques durant cette période.

Graphique 1 Variation du financement par emprunt impayé pendant la pandémie de COVID-19

milliards de dollars



1. Les prêts non hypothécaires des autres entités comprennent les prêts des administrations publiques.

2. La variation des titres représente les opérations nettes au cours du mois.



3. La variation des prêts représente la différence entre les soldes impayés à la fin du mois et à la fin du mois précédent.
Source(s) : Tableau 36-10-0639-01.

L'encours de la dette de crédit des sociétés privées non financières double au cours de la période allant du sommet de la crise financière de 2008 au début de 2020

Avant la crise financière de 2008, le crédit aux entreprises augmentait à un rythme plus modeste par rapport au produit intérieur brut (PIB). À la fin de 2020, le crédit aux entreprises avait plus que doublé, le ratio de la dette au PIB s'étant fortement accéléré, même avant l'émergence de la COVID-19.

En valeur nominale, les entreprises devaient 600 milliards de dollars à la fin de 2007. À partir de 2008, la trajectoire de la dette par rapport au PIB s'est accentuée à mesure que la croissance économique ralentissait et que de nouvelles crises surgissaient, comme le choc pétrolier qui a commencé en 2014 et, plus récemment, la pandémie mondiale de COVID-19.

Au début de la pandémie, l'encours de la dette de crédit des sociétés privées non financières s'élevait à 1,7 billion de dollars et représentait un peu moins de 72 % du PIB.

Les entreprises ont contracté un montant sans précédent de dette de crédit au début de la pandémie, mais les sources de financement ont radicalement changé

En mars 2020, les entreprises ont ajouté une dette de crédit record de 52,1 milliards de dollars à leur bilan. Ce financement s'est principalement effectué sous forme de prêts bancaires, les entreprises s'étant probablement prévaluées des facilités de crédit existantes contractées auprès des institutions financières pour couvrir les dépenses courantes et prévues compte tenu du niveau élevé d'incertitude au début de la pandémie.

La hausse marquée des emprunts non hypothécaires contractés auprès des banques à charte de 50,1 milliards de dollars en mars 2020 a fracassé le précédent record de 15,0 milliards de dollars établi l'année précédente. Parallèlement, les actifs en devises et dépôts ont augmenté de 49,1 milliards de dollars pour atteindre 600,9 milliards de dollars à la fin du premier trimestre, ce qui indique qu'une grande partie de ces liquidités n'a peut-être pas été dépensée immédiatement et a plutôt été accumulée comme réserve en réponse à la crise émergente.

Toutefois, à mesure que d'autres sources de financement devenaient disponibles, les soldes de prêts non hypothécaires contractés auprès des banques ont baissé pendant huit mois consécutifs, y compris des montants de remboursement records enregistrés en mai (15,5 milliards de dollars) et en juin (20,2 milliards de dollars). Les programmes gouvernementaux et d'autres facilités d'emprunt ont comblé le besoin de financement au cours des mois qui ont suivi les premiers décrets ordonnant de rester chez soi et, dans de nombreux cas, les modalités étaient attrayantes, notamment des taux d'intérêt nuls et une radiation future des prêts.

Sur une base cumulative, du début de la pandémie jusqu'en décembre 2020, les prêts non hypothécaires des entreprises contractés auprès des banques ont diminué de 14,3 milliards de dollars dans l'ensemble, malgré les montants importants empruntés en mars, tandis que le financement par emprunt total a augmenté de 89,3 milliards de dollars au cours de la même période. Cela s'explique par l'augmentation des soldes de prêts non hypothécaires contractés auprès du gouvernement et de l'émission nette de titres d'emprunt.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [1806](#), [1901](#), [5285](#) et [5334](#).

Le document intitulé « [Tendance relatives au financement par emprunt des entreprises canadiennes : avant et pendant la pandémie de COVID-19](#) », qui fait partie de la collection *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* ([13-605-X](#)), est maintenant disponible.

Le portail [Statistiques des comptes économiques](#), accessible sous l'onglet Sujets de notre site Web, dresse un portrait à jour des économies provinciales et nationale et de leur structure.

Le Guide de l'utilisateur : Système canadien des comptes macroéconomiques ([13-606-G](#)) est disponible.

Le Guide méthodologique : Système canadien des comptes macroéconomiques ([13-607-X](#)) est également disponible.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca).